



CONCESSION N°2025-19

REGLEMENT DE CONSULTATION

Concession de service

Objet de la consultation :

Prestation de reportage photographique des parents et de leurs nouveau-nés au service de maternité du Centre Hospitalier de Haguenau

Consultation établie en application des articles L.1121-1, L.3132-1, L.3132-2 et R.3126-1 du Code de la Commande Publique 2019

Date limite de réception des offres :

Vendredi 30 mai 2025 à 12 heures, délai de rigueur

(Le fuseau horaire de référence est celui en vigueur à Paris)

Les documents correspondant à cette consultation (DCE) sont téléchargeables à l'adresse Internet suivante

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

ATTENTION : REPONSE DEMATERIALISEE OBLIGATOIRE SUR LA PLATEFORME PLACE

SOMMAIRE

SECTION I : INFORMATIONS GENERALES DE LA CONSULTATION	4
1. DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS	4
2. OBJET DE LA CONSULTATION	4
3. DUREE DU MARCHE ET LIEUX D'EXECUTION	4
4. ALLOTISSEMENT	4
5. VARIANTES ET PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES (PSE)	5
5.1. Variantes obligatoires et prestations supplémentaires éventuelles à l'initiative du Centre Hospitalier de Haguenau	5
5.1.1. Variantes obligatoires à l'initiative du CHH	5
5.1.2. Prestations supplémentaires éventuelles obligatoires à l'initiative du CHH	5
5.1.3. Prestations supplémentaires éventuelles facultatives à l'initiative du CHH	5
5.2. Variantes facultatives à l'initiative du candidat et PSE facultatives	5
5.2.1. Variantes facultatives à l'initiative du candidat	5
5.2.2. Prestations supplémentaires éventuelles facultatives à l'initiative du candidat	5
5.3. Tranches optionnelles	5
5.4. Prestations similaires	5
SECTION 2 : MODALITES DE PARTICIPATION A LA CONSULTATION	6
6. CONDITIONS DE PARTICIPATION DES CANDIDATS	6
7. MODALITES D'OBTENTION DU DOSSIER DE CONSULTATION	6
8. CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION ET PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE	6
8.1. Dossier de consultation des entreprises	6
8.2. Documents relatifs à la candidature	6
8.3. Documents relatifs à l'offre	7
8.4. Echantillons	7
8.5. Présentation des offres	8
9. VISITES SUR SITE	8

10.	MODALITES DE TRANSMISSION DES OFFRES	8
10.1.	Modalités d'accès au profil acheteur PLACE	9
10.2.	Anticipation des dépôts	9
10.3.	Copie de sauvegarde	9
10.4.	Modalités de signature de fichiers	10
11.	DATE LIMITE DE RECEPTION DES OFFRES ET MODIFICATIONS DU DCE.....	11
12.	DELAI DE VALIDITE DES OFFRES	11
SECTION 3 : SELECTION DES CANDIDATURES ET ATTRIBUTION DES MARCHES		11
13.	SÉLECTION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES	11
13.1.	Examen de la candidature.....	11
13.2.	Examen de l'offre	11
13.3.	Echanges durant l'analyse des offres	12
13.4.	Négociation	12
13.5.	Information de rejet et notification du contrat	12
14.	DIFFÉRENDS ET LITIGES ENTRE LES PARTIES	13

SECTION I : INFORMATIONS GENERALES DE LA CONSULTATION

1. DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS

Pour obtenir tout renseignement complémentaire qui leur serait nécessaire en vue de répondre à la présente consultation, les candidats devront faire parvenir au plus tard le **20 mai 2025 à 12h** une demande déposée sur le profil d'acheteur : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Une réponse sera alors déposée sur la plateforme de dématérialisation au plus tard, le **23 mai 2025**.

Le CHH n'est plus tenu de répondre aux questions déposées après le délai imposé aux soumissionnaires dans le présent article.

Il est fortement recommandé aux candidats qui téléchargent le DCE via la plate-forme de s'identifier et d'indiquer une adresse mail valide.

2. OBJET DE LA CONSULTATION

La présente consultation, passée en application des articles L. 1120-1, L. 1121-1, L. 1121-3 et R. 3121-1 à R. 3121-5 du Code de la Commande Publique et porte sur la réalisation de photographies de nouveau-nés dans le service de maternité du Centre Hospitalier de Haguenau (CHH).

Le contrat est soumis aux dispositions des articles L 1121-1 et suivants du Code de la Commande Publique relatifs aux contrats de concession, par lequel le concédant confie la gestion d'un service à un concessionnaire dont la rémunération est substantiellement assurée par les résultats d'exploitation à travers des recettes perçues directement auprès des usagers. En contrepartie de l'occupation du domaine par le concessionnaire, une redevance sera due à l'autorité concédante.

Les descriptifs complets des prestations faisant l'objet de cette consultation figurent dans le projet de convention, qui constituera le futur contrat de concession.

3. DUREE DU MARCHE ET LIEUX D'EXECUTION

La présente concession prend effet à compter du 1^{er} juillet 2025 pour une durée d'un an. Elle pourra être reconduite tacitement 3 fois par période de 12 mois.

En cas de non reconduction, le titulaire sera informé deux mois avant la date d'anniversaire du contrat par courrier recommandé avec accusé de réception ou par tout moyen permettant de définir date certaine. Il ne pourra prétendre à aucune indemnisation.

4. ALLOTISSEMENT

La présente consultation est composée d'un lot unique.

5. VARIANTES ET PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES (PSE)

5.1. Variantes obligatoires et prestations supplémentaires éventuelles à l'initiative du Centre Hospitalier de Haguenau

5.1.1. Variantes obligatoires à l'initiative du CHH

Sans objet.

5.1.2. Prestations supplémentaires éventuelles obligatoires à l'initiative du CHH

Sans objet.

5.1.3. Prestations supplémentaires éventuelles facultatives à l'initiative du CHH

Sans objet.

5.2. Variantes facultatives à l'initiative du candidat et PSE facultatives

5.2.1. Variantes facultatives à l'initiative du candidat

Aucune variante n'est autorisée. Les candidats présenteront une offre unique, entièrement conforme au dossier de consultation sous peine de rejet de leur offre.

5.2.2. Prestations supplémentaires éventuelles facultatives à l'initiative du candidat

Les candidats peuvent soumettre des prestations supplémentaires répondant aux exigences minimales stipulées dans le projet de convention.

Ces prestations supplémentaires éventuelles seront fournies en complément de l'offre de base et ne seront pas prises en compte lors de l'évaluation comparative des offres. Le CHH se réserve le droit de retenir ou non la PSE facultative au stade de l'attribution de la concession.

5.3. Tranches optionnelles

Sans objet.

5.4. Prestations similaires

Sans objet.

SECTION 2 : MODALITES DE PARTICIPATION A LA CONSULTATION

6. CONDITIONS DE PARTICIPATION DES CANDIDATS

L'offre peut être présentée par une seule entreprise ou par un groupement d'opérateurs économiques. Aucune forme de groupement n'est imposée par la personne publique pour la présentation de l'offre.

Les candidats ne peuvent présenter une offre en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et en qualité de membres d'un ou plusieurs groupements.

Un même candidat ne pourra pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même contrat.

Si l'attributaire désigné est un groupement entre opérateurs économiques, le contrat sera alors signé avec le mandataire du groupement, mais tous les cotraitants devront fournir les documents administratifs exigés à l'article 8.2 « documents relatifs à la candidature » du présent règlement, sous peine d'élimination du groupement.

7. MODALITES D'OBTENTION DU DOSSIER DE CONSULTATION

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

8. CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION ET PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

8.1. *Dossier de consultation des entreprises*

Le dossier de consultation est constitué des documents suivants :

- Le présent Règlement de la Consultation ;
- Le contrat de concession de service valant engagement dont l'exemplaire original, conservé dans les archives de l'établissement, fait seul foi ;
- L'annexe financière.

8.2. *Documents relatifs à la candidature*

Le dossier à remettre par chaque candidat comprendra les pièces suivantes :

- **La lettre de candidature et habilitation du mandataire par ses cotraitants (DC1)**
- **La déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement (DC2)**
- **La déclaration de sous-traitance si nécessaire (DC4)**
Les formulaires types (DC1, DC2, DC4) sont disponibles gratuitement et régulièrement actualisés sur le site <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-marches-publics>
- **Copie du ou des jugements prononcés à cet effet si le candidat est en redressement judiciaire**
- Toute autre information sollicitée relative aux capacités techniques et financières, par exemple : références, effectifs moyens annuels ...

Lors de l'attribution de la concession¹, les documents suivants seront exigés :

- **Certificat attestant la souscription des déclarations fiscales pour l'année en cours**
- **Certificat de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale pour l'année en cours**
- **Documents relatifs aux pouvoirs des personnes habilitées à engager le candidat** (ou les membres en cas de groupement)
- **Attestation d'assurance responsabilité professionnelle/civile en cours de validité**
- **RIB**

8.3. Documents relatifs à l'offre

Le dossier à remettre par chaque candidat comprendra les pièces suivantes :

- Le contrat de concession de service valant engagement complété et signé ;
- L'annexe financière complétée (en format excel)
- **Le dossier technique** présentant :
 - Les modalités organisationnelles
 - Les démarches commerciales liées à la prestation
 - Les caractéristiques de la prestation ainsi que les tarifs associés
 - Les expériences dans le domaine de la photo et références en maternité
 - Les échantillons des photographies qui seront proposées

Les dossiers devront parvenir avant la date fixée à l'article 11, et seront envoyées au Centre Hospitalier de Haguenau dans les conditions fixées au présent article 10.

Afin d'éviter tout retard dans la notification ainsi que toute démarche supplémentaire, les candidats ont la possibilité de compléter et signer le contrat de concession de service. La signature du contrat est possible mais n'est pas obligatoire ; seul le candidat dont l'offre est retenue est tenu de le signer. Cependant, dès lors que le candidat choisit d'apposer sa signature électronique, celle-ci doit être conforme aux dispositions de l'article 10.2 du présent RC. Les candidats sont, à défaut, informés que seul le dépôt de leur offre vaut engagement de leur part à signer ultérieurement le contrat qui sera attribué, aux conditions de l'offre transmise.

8.4. Echantillons

Les candidats fourniront les échantillons relatifs aux propositions commerciales avant la date limite indiquée à l'article 11 du présent document. Ces échantillons sont obligatoires. Toute offre non accompagnée des échantillons demandés ne sera pas examinée. Les échantillons sont conservés et ne sont pas rendus. Les échantillons correspondants à la concession notifiée serviront durant l'exécution de la concession.

Chaque échantillon devra être emballé individuellement avec un étiquetage **en français** mentionnant :

¹ Pour une accélération de la procédure, les candidats peuvent fournir, s'ils le souhaitent, ces documents lors du dépôt.

**« Prestation de reportage photographique des parents et de leurs nouveau-nés au service de maternité du
Centre Hospitalier de Haguenau »**

CONCESSION N°2025-19

ECHANTILLON

+ nom du candidat

Pour tout candidat ne faisant pas parvenir d'échantillons dans les limites fixées au présent règlement, l'offre ne sera pas conforme et sera éliminée.

Les échantillons du candidat retenu seront conservés par le CHH et pourront être utilisés durant l'exécution de la concession dans le cadre du contrôle de la conformité des prestations.

8.5. *Présentation des offres*

Les réponses des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres et les candidatures des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français ; cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

9. VISITES SUR SITE

Sans objet.

10. MODALITES DE TRANSMISSION DES OFFRES

Les candidats transmettront leur proposition exclusivement par voie électronique. Conformément à l'article R 2132-7 du Code de la Commande Publique, et aux arrêtés du 22 mars 2019 (annexes 6 et 8 du Code de la commande publique), le Pouvoir Adjudicateur impose la transmission des offres par voie électronique à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

En conformité avec l'article R2132-12 du Code de la commande publique, l'utilisation de moyens de communication électronique n'est cependant pas imposée pour :

- l'envoi des maquettes, prototypes ou échantillons ;
- des raisons de sécurité, de protection des données ou de confidentialité ;
- lorsqu'en raison du marché la dématérialisation nécessite des outils informatiques ou formats de fichier qui n'est pas communément disponibles ou nécessite un équipement de bureau qui n'est pas communément disponible.

Les noms des fichiers ne doivent pas comporter plus de 35 caractères sous peine d'impossibilité d'ouverture des fichiers.

Les modalités de dématérialisation des procédures de passation des marchés publics formalisés sont régies, notamment, par les articles R2132-1 à R2132-14 du Code de la commande publique, et par les annexes 6 à 8 du Code de la commande publique.

10.1. **Modalités d'accès au profil acheteur PLACE**

Le candidat doit s'assurer de disposer sur son poste de travail des outils listés figurant dans la Rubrique « Aide » Outils Informatiques » à l'adresse : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Test de la configuration du poste : La remise d'une réponse électronique exige l'utilisation d'un programme (applet). Ce programme assure le formatage des fichiers de réponse ainsi que les opérations de signature et de chiffrement, le cas échéant. Cet applet nécessite une configuration spécifique de votre poste de travail.

Nous vous conseillons de vérifier les prérequis pour la remise électronique d'une réponse dans la rubrique « Se préparer à répondre » à l'adresse : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

10.2. **Anticipation des dépôts**

Les candidats sont invités à prendre en compte le temps de chargement de leur pli sur la plateforme par rapport à la date et heure de clôture, ce temps de chargement étant fonction du débit de leur accès internet et de la taille des documents à transmettre.

La réponse doit être impérativement reçue avant la date et heure limite de la consultation. Le dépôt de l'offre est horodaté et donne lieu à un accusé de réception de manière certaine.

Conformément à l'article R2151-6 du Code de la commande publique, le Pouvoir Adjudicateur rappelle que si plusieurs offres sont successivement transmises par un même candidat, seule la dernière offre reçue pour le Pouvoir Adjudicateur dans le délai fixé pour la remise des offres est ouverte.

10.3. **Copie de sauvegarde**

Conformément à l'article R 2132-11 du Code de la commande publique, les opérateurs économiques pourront adresser en parallèle une copie de sauvegarde sur papier ou autre support informatique placée dans un pli scellé. Le CHH rappelle que les réponses, non accompagnées d'une copie de sauvegarde et affectées par un virus, sont réputées n'avoir jamais été remises. Tout autre envoi dématérialisé ne sera pas accepté (courriel, etc.).

Pour être valablement utilisée, cette copie doit parvenir dans les délais impartis pour la remise des offres et porter les indications suivantes :

Centre Hospitalier de Haguenau - 64, avenue du Professeur René Leriche

BP 40252 - 67504 HAGUENAU cedex

Consultation N°2025-19

«Prestation de reportage photographique des parents et de leurs nouveau-nés au service de maternité du Centre Hospitalier de Haguenau»

NE PAS OUVRIR

+ nom du candidat

Copie de sauvegarde

Après avoir envoyé ou déposé son offre, le candidat peut faire parvenir, suivant les mêmes procédures, un additif à son offre initiale, avant la date limite de remise des plis. C'est alors ce dernier pli qui sera pris en compte pour l'analyse des offres. Il est donc recommandé de transmettre l'ensemble des pièces déjà déposées lors du premier dépôt.

Les candidats sont invités à tenir compte des aléas de la transmission électronique ; par conséquent, ils doivent prendre leurs précautions afin de s'assurer que la transmission électronique de leur pli soit complète et entièrement achevée avant la date et l'heure limites de dépôt des offres.

Conformément à l'article 2 II de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant « les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde », la copie de sauvegarde ne sera que ouverte dans les cas suivants :

- Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique. La trace de cette malveillance est conservée ;
- Lorsqu'une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans la copie de sauvegarde, celle-ci est écartée par l'acheteur.

Si le pli contenant la copie de sauvegarde n'est pas ouvert, il est détruit par le CHH.

Si la copie de sauvegarde est ouverte, elle est conservée conformément aux dispositions des articles R 2184-12 et 2184-13 du Code de la Commande Publique.

10.4. Modalités de signature de fichiers

Lors de la constitution de sa réponse en ligne, le candidat a la possibilité de signer des fichiers au moyen de son certificat de signature électronique permettant d'authentifier la signature de la personne habilitée à engager l'entreprise selon les exigences posées aux articles 1366 et 1367 du Code civil.

Les certificats de signature doivent être conformes aux arrêtés du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique et du 13 juin 2014 portant approbation du référentiel général de sécurité, c'est-à-dire conformes au règlement n°910/2014 dit « eIDAS ». Si les candidats disposent d'un certificat RGS niveau **, l'arrêté du 12 avril 2018 a abrogé son utilisation. Cependant les candidats ont la possibilité d'utiliser un tel certificat jusqu'au terme de sa période de validité. Au-delà, un tel certificat ne vaudra pas signature du document.

Il est rappelé que la signature d'un fichier compressé (ZIP) ne vaut pas signature des fichiers qu'il contient. Il est donc nécessaire de signer les fichiers avec la fonctionnalité de signature individuelle de documents ; l'action de signature crée, dans le même répertoire, un nouveau document dont le nom est celui du document suffixé avec « .sig ».

Les candidats sont informés que l'attribution de la concession pourra donner lieu à la signature manuscrite du contrat, il sera alors scanné et transmis de manière dématérialisée via la plateforme.

11. DATE LIMITE DE RECEPTION DES OFFRES ET MODIFICATIONS DU DCE

La date limite de réception des offres est fixée **au vendredi 30 mai 2025 à 12heures**.

La personne publique se réserve le droit d'apporter au plus tard **6 jours** avant la date limite fixée pour la remise des propositions, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

12. DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Le délai de validité des **offres** est fixé à 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

SECTION 3 : SELECTION DES CANDIDATURES ET ATTRIBUTION DES MARCHES

13. SÉLECTION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES

La sélection des candidatures et le jugement des offres seront effectués dans les conditions prévues aux articles R. 3123-20 et R3123-21 du Code de la Commande Publique. Le jugement des offres donnera lieu à leur classement.

13.1. *Examen de la candidature*

Seules peuvent être examinées les offres qui ont été reçues au plus tard à la date et à l'heure limites indiquées dans l'avis d'appel public à la concurrence et dans le présent document.

En application de l'article R 3123-20 du Code de la Commande Publique, avant de procéder à l'examen des candidatures et en cas d'absence ou d'omission de certaines pièces présentées à l'appui des candidatures, le CHH pourra demander à tous les candidats concernés de produire ou de compléter ces pièces dans un délai de 10 jours maximum. Il en informe les autres candidats qui ont la possibilité de compléter leur candidature dans le même délai. Le CHH élimine les candidatures qui, en application des articles L3123-1 à L3123-14 et R3123-21 du Code de la Commande Publique, ne peuvent être admises.

13.2. *Examen de l'offre*

Le CHH vérifie que les offres sont régulières, acceptables et appropriées.

En application de l'article L3124.2 du Code de la Commande Publique, il peut autoriser tous les candidats concernés à régulariser des offres irrégulières dans un délai maximum raisonnable qu'il fixe dans la demande de régularisation, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses.

Les critères intervenant pour le jugement des offres sont indiqués ci-dessous et pondérés de la manière suivante :

Libellé	Pondération
<p>Critère technique apprécié notamment au regard du dossier technique avec notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les expériences et références des intervenants qui seront affectés à la prestation dans le domaine de la photographie en maternité : 20 % - la qualité des photographies (échantillons transmis) : 10 % - l'organisation mise en place pour les interventions dans les services de soins : 5 % - l'organisation de la transaction commerciale de la commande à la livraison aux familles ainsi que les délais de livraison : 5 % 	40 %
<p>Critère économique apprécié notamment au regard de l'offre commerciale :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Montant de la redevance proposée : 40 % - Tarifs proposés aux familles : 20 % 	60 %

13.3. *Echanges durant l'analyse des offres*

Les demandes de compléments et leurs réponses ; l'envoi des courriers de rejets et la notification du contrat seront adressés, par voie électronique uniquement, à l'adresse e-mail renseignée par les candidats lors de leur identification sur PLACE.

Une attention particulière est demandée aux entreprises. En effet, ces dernières sont seules responsables du paramétrage et de la surveillance de leur propre messagerie notamment quant à la validité de l'adresse mail, la redirection automatique des e-mails, l'utilisation d'anti-spam, etc...

13.4. *Négociation*

Conformément à l'article L3124-1 du Code précité, le CHH se réserve le droit de ne pas négocier et d'attribuer le marché sur la base des offres initiales. En revanche, s'il met en œuvre une procédure de négociation, il invite par écrit, les candidats à remettre une nouvelle offre sans que celle-ci modifie substantiellement les spécifications techniques indiquées dans le cahier des charges.

13.5. *Information de rejet et notification du contrat*

Les candidats, dont l'offre n'est pas retenue en sont informés.

L'offre économiquement la plus avantageuse au regard des critères énoncés ci-dessus sera retenue à titre provisoire dans l'attente de la production par le candidat des certificats énumérés à l'article 8.2 du présent document et exigés pour l'attribution de la concession conformément aux dispositions des articles R.3123-16 à R.3123-19 du Code de la Commande Publique.

La notification sera caractérisée par la réception, par le titulaire, d'une copie du contrat de concession établi par l'établissement.

Le candidat pressenti pour l'attribution de la concession devra obligatoirement produire, dans un délai de 6 jours, sous peine d'annulation de la décision d'attribution, ces documents. À défaut, le candidat classé en deuxième position sera retenu et tenu de fournir les mêmes documents.

14. DIFFÉRENDS ET LITIGES ENTRE LES PARTIES

Les parties s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à la présente procédure. En cas d'échec de résolution amiable, l'instance chargée des procédures de recours est le :

Tribunal Administratif de Strasbourg
31 Avenue de la paix
BP 51038 67 070
Strasbourg cedex
greffe.ta-strasbourg@juradm.fr

Les procédures de recours sont le référé précontractuel avant la signature du contrat (L. 551-1 et s. du Code de justice administrative), le référé contractuel (L. 551-13 et s. du CJA), et le recours en annulation dans un délai de deux mois à compter de la notification de l'acte attaqué ou de la publication de l'avis d'attribution.